

Commentaire sur le marché

Bon nombre d'investisseurs font abstraction des risques conjoncturels et géopolitiques, dans l'espoir d'une baisse des taux directeurs américains. Le fait qu'au vu de l'inflation persistante outre-Atlantique, le potentiel de déception est réel se remarque dans la demande d'or.



GRAPHIQUE DE LA SEMAINE



Sources: Bloomberg, CIO Office Raiffeisen Suisse

Les obligations d'Etat françaises à 10 ans offrent actuellement un rendement de 3,4%. Celui-ci a augmenté de 330 points de base au cours des cinq dernières années et est désormais supérieur à celui des obligations grecques comparables. La raison de cette hausse massive des rendements est due aux turbulences politiques qui ont culminé lundi dernier avec la perte du vote de confiance du Premier ministre François Bayrou à l'Assemblée nationale. Par ailleurs, les inquiétudes concernant la dette publique farameuse de la «Grande Nation» font grimper la prime de risque des obligations d'Etat à long terme, ce qui aggrave encore les conditions de financement.



GROS PLAN

La BCE maintient sa pause sur les taux

La Banque centrale européenne (BCE) a, comme prévu, laissé ses taux directeurs inchangés. Ainsi, les autorités monétaires tiennent compte de la légère hausse récente de l'inflation dans la zone euro.



LE PROGRAMME

Décision concernant les taux US

Le 17 septembre, la Fed fera connaître sa décision en matière de taux. Le marché s'attend à une baisse de 25 points de base du taux directeur.

Des investisseurs qui voient la vie en rose: l'incertitude du contexte d'investissement ne perturbe toujours pas les marchés des actions. Ainsi, l'indice américain S&P 500 a atteint un nouveau record cette semaine. La principale raison en est les anticipations des investisseurs concernant une baisse des taux aux Etats-Unis, renforcées par la révision nette à la baisse des données du marché de l'emploi ainsi que par la hausse ralentie des prix à la production. Mais la flambée des métaux précieux montre clairement que tout est loin d'être au beau fixe. L'or dépasse désormais USD 3'600 l'once, et l'argent USD 40 l'once. La liste des facteurs de risque ne cesse de s'allonger. En France, le chef d'Etat Emmanuel Macron a dû remplacer son Premier ministre pour la deuxième fois en l'espace d'un an. Après François Bayrou, c'est Sébastien Lecornu qui prend les rênes. Il reste toutefois incertain que l'ex-ministre de la Défense puisse résoudre le conflit budgétaire qui fait rage à Paris. L'instabilité politique menace également le Japon. Le Premier ministre Shigeru Ishiba a annoncé sa démission. Parmi les principaux candidats à sa succession figure Sanae Takaichi, partisane d'une politique budgétaire et monétaire accommodante. Par ailleurs, les conflits en Ukraine et au Proche-Orient, ainsi que les différends liés aux droits de douane imposés par Donald Trump, continuent de couver.

Actualité clairsemée: la Bourse suisse a largement stagné ces derniers jours. Cela s'explique en partie par l'affaiblissement du flux d'informations en provenance des entreprises. La Baïloise a réalisé un bon premier semestre. Le groupe d'assurances a largement dépassé les prévisions des analystes en matière de bénéfice et de rentabilité, grâce à de solides résultats dans la branche des sinistres. De son côté, l'entreprise d'orthopédie Medacta a dernièrement aussi enregistré une évolution favorable. Le bénéfice net a augmenté de 58% par rapport à l'exercice précédent pour atteindre 60 millions d'euros. Partant, l'entreprise a confirmé ses objectifs financiers pour 2025. De mauvaises nouvelles pour UBS: à l'ouverture de la session d'automne, le Conseil national a clairement indiqué qu'il n'était pas favorable à un report du durcissement des exigences en fonds propres pour la grande banque. Par ailleurs, SIX Exchange Regulation a rejeté une nouvelle demande de Meyer Burger visant à obtenir un délai supplémentaire pour la présentation du rapport annuel 2024 et a retiré le titre de la cotation. Le fabricant de panneaux solaires insolvable dispose désormais d'un délai de 20 jours pour faire appel de cette décision. A défaut et si le retrait du titre de la cotation entre en vigueur, SIX autorisera de nouveau le négoce des titres actuellement bloqués pendant trois mois jusqu'au dernier jour de bourse.

Amrize reste, Sonova s'en va: la bourse SIX a décidé de la composition future de ses indices. Le spin-off Amrize de Holcim reste dans le Swiss Market Index (SMI) au détriment du fabricant d'appareils auditifs Sonova. Le groupe de soins de la peau Galderma vient s'ajouter au Swiss Leader Index (SLI), tandis que le prestataire de services de personnel Adecco et le groupe d'emballage SIG doivent le quitter. Ainsi, le SMI et le SLI comprendront de nouveau 20, respectivement 30 titres dès le 22 septembre.

L'inflation américaine de nouveau en hausse: aux Etats-Unis, les tarifs douaniers commencent peu à peu à se répercuter sur les prix à la consommation. L'inflation est passée de 2,7% à 2,9% en août. Le taux de base (hors énergie et nourriture) a stagné à 3,1%. Au niveau des producteurs, la hausse des prix a cependant surpris en ralentissant de 3,3% à 2,6%. Néanmoins, pour la Fed, l'équilibre entre son mandat de stabilité des prix et celui de soutien au marché de l'emploi reste délicat et promet des déceptions en matière de cours des actions.

La situation outre-Pacifique est toute autre: en raison de la faiblesse de la demande intérieure, la Chine est toujours aux prises avec des tendances déflationnistes. Le mois dernier, le taux d'inflation a baissé plus fortement que prévu, passant de 0,0% à -0,4%.

Tobias S. R. Knoblich
Stratège en placements

Editeur

Raiffeisen Suisse
CIO Office
Raiffeisenplatz
9001 St-Gall
ciooffice@raiffeisen.ch

Internet

raiffeisen.ch/placements

Publications

Découvrez notre vision actuelle des marchés financiers dans nos publications
raiffeisen.ch/marches-opinions

Conseil

Contactez votre conseiller ou votre Banque
Raiffeisen locale
raiffeisen.ch/web/ma+banque

Mentions légales

Ce document est destiné à des fins publicitaires et d'information générales et n'est pas adapté à la situation individuelle du destinataire. En l'espèce, il appartient au destinataire d'obtenir les précisions et d'effectuer les examens nécessaires et de recourir à des spécialistes (par ex. conseillers fiscaux, en assurances ou juridiques). Les exemples, informations et remarques mentionnés sont fournis à titre indicatif et peuvent par conséquent varier au cas par cas. Des différences par rapport aux valeurs effectives peuvent survenir en raison d'arrondis.

Ce document ne constitue ni un conseil en placement, ni une recommandation personnelle, ni une offre, ni une incitation ou un conseil d'achat ou de vente d'instruments financiers. Ce document en particulier n'est ni un prospectus, ni une feuille d'information de base au sens des art. 35 et s. ou 58 et s. de la LSFIn. Les conditions complètes ainsi que les informations détaillées sur les risques inhérents aux différents instruments financiers mentionnés, qui sont seules déterminantes, figurent dans les documents de vente juridiquement contraignants respectifs (par exemple les prospectus [de base], le contrat de fonds, la feuille d'information de base [FIB] / Key Information Document [KID], les rapports annuels et semestriels). Ces documents peuvent être obtenus gratuitement auprès de Raiffeisen Suisse société coopérative, Raiffeisenplatz, 9001 Saint-Gall ou sur raiffeisen.ch. Il est recommandé d'acheter des instruments financiers uniquement après avoir obtenu un conseil personnalisé et étudié les documents de vente juridiquement contraignants ainsi que la brochure «Risques inhérents au commerce d'instruments financiers» de l'Association suisse des banquiers (ASB). Toute décision prise sur la base du présent document l'est au seul risque du destinataire. En raison des restrictions légales en vigueur dans certains Etats, les présentes informations ne sont pas destinées aux ressortissantes et aux ressortissants d'un Etat dans lequel la distribution des instruments ou des services financiers mentionnés dans le présent document est limitée, ni aux personnes ayant leur siège ou leur domicile dans un tel Etat. Les performances indiquées se basent sur des données historiques ne permettant pas d'évaluer les évolutions présentes ou futures.

Le présent document contient des déclarations prospectives qui reflètent les estimations, hypothèses et prévisions de Raiffeisen Suisse au moment de son élaboration. En raison des risques, incertitudes et autres facteurs, les résultats futurs sont susceptibles de diverger des déclarations prospectives. Par conséquent, ces déclarations ne représentent aucune garantie concernant les performances et évolutions futures. Les risques et incertitudes comprennent notamment ceux décrits dans le [rapport de gestion du Groupe Raiffeisen](#).

Raiffeisen Suisse ainsi que les Banques Raiffeisen font tout ce qui est en leur pouvoir pour garantir la fiabilité des données et contenus présentés. Cependant, elles ne garantissent pas l'actualité, l'exactitude ni l'exhaustivité des informations fournies dans le présent document et déclinent toute responsabilité en cas de pertes ou dommages (directs, indirects et consécutifs) découlant de la distribution et de l'utilisation du présent document ou de son contenu. Elles ne sauraient par ailleurs être tenues responsables des pertes résultant des risques inhérents aux marchés financiers. Les avis exprimés dans le présent document sont ceux de Raiffeisen Suisse au moment de la rédaction et peuvent changer à tout moment et sans préavis. Raiffeisen Suisse n'est pas tenue d'actualiser le présent document. Toute responsabilité quant aux conséquences fiscales éventuelles est exclue. Il est interdit de reproduire et/ou diffuser le présent document en tout ou partie sans l'autorisation écrite de Raiffeisen Suisse.